



La commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme a organisé à Bamenda, du 31 mai et 1er juin des « audiences publiques » ouvertes aux populations de la région du Nord-Ouest.

Cette commission Musonge devait écouter les propositions des populations afin de les transmettre au Président de la République, ceci dans la perspective de trouver les solutions face à la crise sociopolitique qui paralyse depuis presque deux ans les deux régions anglophones du Cameroun.

Parmi donc ces propositions de sortie de crise enregistrées et transmises au président de la République, sous un document de 05 pages, l'on a pu noter l'abolition de la loi sur le terrorisme, le retour de la dépouille de l'ancien président Ahmadou Ahidjo au pays, une amnistie générale aux personnes emprisonnées du fait de la crise, et surtout l'ouverture d'un débat sur le fédéralisme.

L'ancien premier ministre Peter Mafany Musonge a également exhorté le président à faire une descente dans la région afin de s'adresser à la population.

« Un vibrant appel a été lancé au Président de république pour qu'il effectue une visite dans la région pour s'adresser à ses enfants », a-t-il indiqué dans un communiqué du 01 juin 2018.

Les tensions sociopolitiques et autres crises identitaires ont amené le président de la république à créer-par le décret du 23 janvier 2017 la commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.

Un an et demi après sa mise sur pied, la commission Musonge peine à trouver des solutions dans une crise qui s'enlise au fil du temps. Une partie de la population des régions anglophones qui se dit marginaliser exigent le retour au fédéralisme. Mais les plus radicaux ont pris la sécession pour la seule option. Ils sont clairement considérés comme des terroristes aux yeux de Yaoundé.